

# Les femmes du Nord, une migration au profil atypique<sup>(1)</sup>

On a coutume en France de distinguer deux courants migratoires en provenance de Chine populaire : les Wenzhou et les Dongbei. C'est sur le second qu'est centré cet article. La migration dongbei, venant essentiellement du Nord de la Chine, est constituée de personnes âgées d'une quarantaine d'années, majoritairement de femmes, citadines, d'un bon niveau d'éducation. La question de leurs motivations pour quitter la Chine sera au cœur de cet article. À partir de récits de vie recueillis à Paris auprès de nouveaux migrants, cette analyse sera l'occasion de se pencher sur les conditions de vie en Chine et les représentations qui leur sont associées.

*“Mon emploi en tant qu'enseignante de français dans deux écoles pour migrants chinois, pendant plus d'un an à partir d'octobre 2003, m'a aidée à surmonter les difficultés pour entrer en contact avec cette population. Cette longue relation quasi quotidienne en créant des relations de confiance permet à ma recherche de témoigner des points de vue des intéressés sur leur propre expérience migratoire.*

*Mon étude est basée sur des entretiens qualitatifs réalisés auprès de plus de trente personnes dans un cadre informel au cours de l'année 2004 ; les informations les plus pertinentes ici proviennent d'entretiens approfondis avec vingt-deux migrants originaires du Nord, dont plus de la moitié a été suivie à intervalles réguliers pendant plus d'un an. Figurent dans cet échantillon dix-sept femmes, d'une moyenne d'âge de quarante-deux ans, en situation irrégulière (à l'exception de quatre femmes), arrivées en France entre 1998 et 2004. Elles se trouvent souvent en situation de rupture : divorcées, elles sont venues seules laissant en Chine enfant et emploi. Cette caractéristique les distingue des hommes, moins étudiés ici, dont la migration s'apparente plus à une migration économique classique ayant essentiellement pour but d'entretenir la famille restée au pays.”*

par **Florence Lévy**,  
doctorante en sociologie  
à l'EHESS

L'immigration dongbei présente des caractéristiques originales qui semblent éclairer sous un jour différent les migrations chinoises en France et prendre à contre-pied les représentations généralement admises. Cet article n'a pas pour objet de décrire de manière exhaustive l'immigration dongbei mais s'attachera plutôt à mettre en lumière son caractère spécifique, en illustrant certains aspects qui la différencient des autres vagues migratoires chinoises. Les représentations sont souvent influencées tant par les théories libérales classiques sur les migrations que par les clichés liés aux précédentes migrations chinoises : principalement des hommes, jeunes, peu qualifiés, appartenant à des classes défavorisées, illégaux, motivés uniquement par un

---

1)- Cet article rend compte de travaux de recherche en cours dans le cadre d'un doctorat sur “*L'évolution des projets migratoires des migrants originaires de république populaire de Chine à Paris depuis les années quatre-vingt-dix*”.

2)- Voir Poisson Véronique, "Cent ans d'histoire migratoire entre la Chine et la France", dans ce numéro et aussi Poisson Véronique, *Franchir les frontières : le cas des Chinois du Zhejiang en diaspora*. Thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2004, 502 p.

3)- Pina-Guerassimoff Carine, Guerassimoff Éric, Wang Nora, *La circulation des nouveaux migrants économiques chinois en France et en Europe*. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DRESS/MIRE, Paris, 2002, 130 p. Pina-Guerassimoff Carine, Guerassimoff Éric, "La France, carrefour européen de la nouvelle migration chinoise", *Migrations et société*, Paris, n° 89, 2003. Cattelain Chloé (dir.), *Les modalités d'entrée des ressortissants chinois en France*. Direction de la population et des migrations, ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Paris, 2002, 183 p.

4)- Pina-Guerassimoff Carine, Guerassimoff Éric, "La France, carrefour européen de la nouvelle migration chinoise", *Migrations et société*, Paris, n° 89, 2003.

5)- Qiu Zeqi, Zheng Yongnian, "Xia-Gang and its social implications of reducing labour redundancy in China's SOEs", in Wang Gung Wu. *China's Political Economy*. Singapore University Press, Singapore, 1998.

Kernen A, Rocca J.L., "Traitement social du chômage et nouvelle pauvreté : le cas de Shenyang et du Liaoning", *Perspectives chinoises*, n° 56, Hong Kong, 1999. Rocca J.L., "La montée du chômage dans la Chine urbaine", *Perspectives chinoises*, n° 59, Hong Kong, 2000. Chloé Cattelain évoque l'immigration comme "seule voie de reclassement", *op. cit.*, p. 45.

6)- Chloé Cattelain parle de "migration du Nord et des mégapoles", *op. cit.*, p. 45.

objectif économique et acceptant des conditions de travail et de vie précaires souvent en marge de la société du pays d'accueil.

Cette immigration qui date de la fin des années quatre-vingt-dix, plus récente et moins massive que celle des Wenzhou<sup>(2)</sup>, reste relativement peu connue. Elle est présentée comme très différente de ces derniers par sa composition et ses motivations, car constituée de personnes âgées d'une quarantaine d'années, majoritairement de femmes, citadines, d'un bon niveau d'éducation et ayant en Chine exercé des fonctions de cadres moyens. Ce flux proviendrait de régions sans tradition migratoire et en particulier du Nord-Est de la Chine<sup>(3)</sup>. La crise économique qui frappe ces régions s'accompagne d'un chômage de masse entraînant un déclassement social qui serait à l'origine de la décision de migrer<sup>(4)</sup>.

Certains éléments autour de cette migration sont à nuancer. En premier lieu, le rôle de la crise économique. La politique d'ouverture de la Chine a entraîné la restructuration ou la fermeture des entreprises d'État peu rentables. Cela s'est accompagné par la "mise en disponibilité" du personnel surnuméraire. Des milliers de personnes se sont ainsi retrouvées sans emploi et souvent avec pour unique revenu une maigre allocation. Certaines régions, dont le Nord-Est, sont particulièrement touchées. Pourtant, si l'explication liée au déclassement social et économique<sup>(5)</sup> ne semble pas devoir être remise en cause, il faut noter qu'elle ne s'applique pas à la totalité de ces migrants. Rares sont les femmes rencontrées qui ont été personnellement touchées par le chômage, bien au contraire presque toutes avaient un emploi en Chine. C'est donc moins sur l'aspect des chômeurs que sur les motivations personnelles de ces personnes que portent les interrogations. Il s'agit, en effet, majoritairement de femmes d'âge mûr, entrepreneuses, cherchant à l'étranger de nouvelles perspectives de développement personnel ou de profils, qui vont à l'encontre des explications économiques ou politiques classiques de la migration.

D'autre part, l'origine géographique. Le mot *dongbei* est un terme géographique qui signifie Nord-Est et désigne une région correspondant à l'ancienne Mandchourie, actuellement composée de trois provinces frontalières : Heilongjiang, Jilin et Liaoning. Cette caractérisation spatiale est trop restrictive : de nombreuses femmes correspondant aux critères ci-dessus proviennent de provinces aussi diverses que le Shandong, le Hunan, le Henan, le Shaanxi, etc. Il semble plus approprié – et c'est l'avis même de la majorité des migrants rencontrés – de parler de personnes originaires du Nord de la Chine<sup>(6)</sup>.

En dernier lieu, il semble que l'idée de l'existence en France d'une "communauté dongbei", par-delà son flou géographique, pose problème. Les intéressés réfutent l'idée de groupe. Ils ne s'identifient pas à cette appellation englobante, qui apparaît dès lors comme une classification extérieure. Elle s'applique à des personnes aux profils très

divers qui revendiquent la dimension individuelle de leurs actions. Beaucoup ne se reconnaissent pas de valeur commune et expriment au contraire le souhait de se démarquer des migrants de même origine. Selon elles, ce n'est que par la force des choses qu'elles sont amenées à se côtoyer en France. On constate que cette migration n'est pas vraiment structurée. Contrairement aux autres flux migratoires chinois, et notamment les Wenzhou, les gens du Nord ne disposent pas, en France, de réseaux de solidarité propres<sup>(7)</sup>. Cela s'explique, notamment, par l'aspect récent et individuel de la migration, et par la dispersion des origines régionales. Dans ce contexte, les éléments servant traditionnellement de base à la solidarité, tels que les liens familiaux, de voisinage, de "pays", de dialecte sont absents.

Cette migration, complexe et récente, est vraisemblablement amenée à évoluer. Cependant, au-delà de l'idée d'un agrégat d'individus isolés, certains traits communs se détachent. Si, *a priori*, l'examen des conditions de vie en Chine semble démentir une explication purement économique ou politique du départ, une observation plus longue, rendue possible grâce à une relation privilégiée, montre que des considérations de cet ordre participent également, mais en toile de fond, à la prise de décision d'émigrer.

### *Une migration ni politique ni économique*

On enregistre une augmentation significative du nombre de demandes d'asile, aussi bien pour les Wenzhou que pour les personnes du Nord. Pourtant, on ne retrouve pas les critères traditionnels de fuite devant des persécutions politiques. L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) rejette d'ailleurs dans 99 % des cas ces demandes<sup>(8)</sup>.

Les entretiens approfondis confirment que les migrants n'évoquent pas en priorité des critères politiques comme cause de leur départ. Au contraire, ils se défendent souvent d'avoir des griefs de cet ordre. Une méconnaissance du statut de réfugié politique existe et se retrouve au niveau des termes employés<sup>(9)</sup>. Pourtant, si peu de personnes sont en mesure d'en expliquer le contenu, toutes en connaissent l'utilité : débloquent leur situation d'immigrés clandestins aux niveaux juridique et financier. Le statut de demandeur d'asile permet d'être temporairement en situation "régulière" (période qui va être mise à profit pour chercher des moyens de rebondir, et de disposer d'une petite allocation pour faire face aux premiers frais de vie). La démarche que "*tout le monde fait*"<sup>(10)</sup>, raconte Qiu, l'une des Chinoises interviewées, est présentée comme le "*parcours obligé*". Elle est quasi "institutionnalisée"<sup>(11)</sup> et constitue dans une certaine mesure un détournement du statut de demandeur.

Au regard des conditions de vie en Chine, il semble délicat de qualifier cette immigration d'économique au sens classique du terme. Ces citadins ne font manifestement pas partie de la population chinoise en situa-

7)- Kuah-Pearce Khun Eng (dir.), *Chinese women and their cultural and network capitals*, Marshall Cavendish Academic, Singapore, 2004, 271 p. Cattelain Chloé (dir.), *op. cit.*, p. 45. Ma Mung Emmanuel, "Les mutations des migrations chinoises", *VEI-Enjeux*, n° 131, Paris, 2002.

8)- Le taux d'admission des ressortissants chinois est un des plus faibles. En 2003, on a comptabilisé plus de 5 294 demandes. Celles-ci sont qualifiées d'"*inconsistantes et stéréotypées*" par l'Ofpra. Ofpra, *Rapport annuel d'activité 2002 et 2003*.

9)- Le terme le plus utilisé, *nanmin*, réfugié, a un sens relativement large qui dépasse celui de "réfugié politique". Il existe pourtant une équivalence *stricto sensu*, *zhengzhibinan*, mais qui est très peu employée. Elle provoque même des réactions de surprise, notamment auprès de trois migrants qui m'expliquent l'absence de connotation politique de la procédure entamée auprès de l'Ofpra.

10)- Cela semble si systématique que certains observateurs considèrent que ces demandes fournissent une indication sur le nombre de nouvelles arrivées (illégales) en France. Ma Mung Emmanuel, *op. cit.*, p. 46.

11)- Pour une description du rôle joué par les officines de traduction dans la demande d'asile, voir Cattelain Chloé (dir.), *op. cit.*, p. 45.

12)- Cette description est établie principalement à partir de témoignages. À ce stade de la recherche, il n'a pas été possible de les recouper par des observations directes en Chine. Nul doute que la volonté des migrants de se présenter sous un beau jour colore également leur compte rendu.

13)- Cattelain Chloé (dir.), *op. cit.*, p. 45. Poisson Véronique, *Franchir les frontières : Le cas des Chinois du Zhejiang en diaspora*. Thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2004, 502 p.

14)- Gao Yun, Poisson Véronique, *Rapport final de l'enquête de terrain sur le travail forcé et le trafic humain en France : la situation des Chinois clandestins*, Genève, Organisation internationale du travail, 2004. Pina-Guerassimoff Carine, Guerassimoff Eric, Wang Nora, *La circulation des nouveaux migrants économiques chinois en France et en Europe*. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DRESS/MIRE, Paris, 2002, 130 p.

15)- Pina-Guerassimoff Carine, Guerassimoff Eric, Wang Nora, *La circulation des nouveaux migrants économiques chinois en France et en Europe*. *op. cit.*, p. 48.

tion de pauvreté et d'exclusion et sont loin d'être tous personnellement touchés par le phénomène du chômage de masse. Ils se décrivent comme appartenant à une catégorie socioprofessionnelle moyenne ou moyenne supérieure. Cela se mesure à plusieurs éléments comme le niveau de ressource, les emplois exercés, le niveau d'étude ou encore leur position dans la hiérarchie sociale<sup>(12)</sup>. Ce statut est d'autant plus intéressant qu'il s'oppose à celui des migrants originaires du Sud de la Chine<sup>(13)</sup>.

Il faut se souvenir que ne part pas qui veut : ce ne sont jamais les plus pauvres qui migrent, car partir à l'étranger nécessite d'en avoir les moyens. Les frais de voyage pour la France des personnes du Nord oscillent entre 40 000 et 70 000 yuans (4 000 à 7 000 euros)<sup>(14)</sup>. Cette somme, qui sert à payer une agence de voyage légale, est généralement versée intégralement avant le départ et témoigne d'un certain niveau d'épargne. À noter la différence colossale entre le coût de passage des Chinois du Nord et ceux du Sud. Les seconds s'endettent sur plusieurs années pour payer entre 120 000 et 150 000 yuans (12 000 à 15 000 euros) un voyage clandestin pourtant bien plus périlleux.

La fourchette des revenus mensuels en Chine déclarés par les migrantes du Nord oscille généralement entre 600 et plus de 3 000 yuans (entre 60 et plus de 300 euros), ce qui, en fonction des lieux, correspond à des revenus moyens ou plus souvent supérieurs. *"Mon salaire était très élevé. J'étais commerciale"*, nous dit Chen ; *"Parfois, aux meilleurs moments, on gagnait 4 000 à 5 000 yuans (400 à 500 euros) par mois, aux pires au moins 2 000 yuans (200 euros)"*, confirme Ding.

Certaines femmes qualifient même leur situation de relativement privilégiée. Lune d'entre elles, diplômée du conservatoire, considère qu'elle a reçu une éducation réservée à l'élite, et estime que son mari et elle formaient un couple brillant. Plus modestement, selon Chen, *"ce n'était bien sûr pas exceptionnel, mais avoir une voiture, une maison, au pays, il y avait beaucoup de gens qui m'enviaient"*. Parmi les moins riches de mes interlocutrices, Ma a cependant réalisé suffisamment d'économie pour acheter, juste avant son départ, un appartement de plus de 100 m<sup>2</sup> : *"ça me fera un capital à mon retour et m'évitera de le dépenser."*

À ce niveau de revenu correspond une bonne situation professionnelle : les migrants du Nord rencontrés étaient, dans leur majorité, des *"cols blancs"*<sup>(15)</sup>, rapporte Zhou, se situant dans les catégories intermédiaires de cadres ou employés : comptables, infirmières, cadres administratifs, d'encadrements, commerciaux, médecins, etc.

### *Une bonne situation professionnelle*

Nombre de ces femmes étaient également de petits entrepreneurs privés. Être patron, ou se lancer dans les affaires, est considéré comme l'un des rares moyens de s'enrichir rapidement. Ce sont des fonctions

très valorisées, mais qui supposent capitaux et goût du risque. À la tête de leur propre entreprise, elles dirigeaient du personnel, comme Ding qui employait six personnes dans sa fabrique de sous-vêtements. D'autres firent le choix de démissionner d'un emploi stable pour se lancer dans le commerce. Ainsi Wang a quitté son poste de directrice de section d'un entrepôt d'une entreprise d'État pour le secteur très lucratif des assurances. Luo, d'abord restauratrice, s'est reconvertie dans l'import-export agroalimentaire entre Chine et Japon, avant de tout quitter à nouveau pour se lancer dans un projet d'ouverture de restaurant en France.

Le cumul d'emploi n'est pas rare. Huang ouvre une agence matrimoniale en sus de son travail de cadre dans un groupe céréalier. Chen a trois emplois : dans une entreprise d'État, comme conseillère commerciale dans un réseau de vente de cosmétique, enfin la gérance d'une boutique de vêtements pour enfant. Ce cumul permet de conjuguer les avantages : la stabilité de l'emploi et des traitements dans les entreprises d'État, en dépit de salaires peu attractifs, et des revenus élevés dans le commerce, malgré une prise de risque. Ces ressources multiples leur garantissent un niveau de vie bien au-dessus de la moyenne. On le voit, ces femmes ne sont pas dénuées d'esprit d'entreprise, qualité qui leur sera utile dans leur expatriation mais qui peut aussi en partie l'expliquer.

En relation avec ce statut professionnel, les migrants du Nord ont, dans l'ensemble, un niveau d'étude assez élevé par rapport à la moyenne de leur classe d'âge en Chine. La plupart ont au minimum le bac mais plus souvent un diplôme d'université (bac + 4)<sup>(16)</sup>. Seule une de mes informatrices s'est arrêtée après le collège. En France, ce niveau moyen d'étude sert de ligne de distinction entre les communautés chinoises, élément retenu tant par les observateurs extérieurs que par les migrants eux-mêmes. En effet, la scolarisation des migrants wenzhou s'est souvent arrêtée après l'école primaire ou le collège. On assiste, à Paris, à un renversement des hiérarchies : les patrons sont des Wenzhou et les employés des personnes du Nord. Ces derniers ont souvent du mal à accepter de se soumettre à des personnes qu'ils considéraient inférieures à eux, par leurs origines rurales, mais surtout au regard de leur niveau d'instruction et donc de la maîtrise du mandarin<sup>(17)</sup>.

En Chine, les migrantes du Nord jouissaient d'un important capital social. Elles parlent de situations relativement enviables – mari disposant de bons revenus et d'un bon statut social (directeur de service d'hôpital, entrepreneur, commerçant prospère...), réussite scolaire des enfants –, auxquelles s'ajoutent des relations bien placées ; tout concourrait à leur assurer un prestige personnel, ascendant qui leur permet de se positionner en tant que personnes de bon conseil et de jouer un rôle de "petits notables". Il est révélateur de voir qu'une fois en France elles continuent, bien entendu, à entretenir très soigneusement le prestige

16)- Il est cependant pertinent de s'interroger sur le niveau réel de qualification. En particulier pour les études effectuées sous la Révolution culturelle, dont le contenu était plus politique et idéologique que centré sur des compétences techniques, et dont le niveau n'est plus reconnu sur le marché de l'emploi. Cattelain Chloé (dir.), *op. cit.*, p. 45.

17)- *Ibidem*.



capitalisé en Chine et, également, à se comporter en notable, conservant leur franc-parler malgré des rapports de domination défavorables ; ce qui est peut-être un moyen de renverser les rapports de force et de s'affranchir des relations hiérarchiques.

Au vu des situations financières, professionnelles et sociales annoncées et des motivations au départ, il semble hâtif de qualifier ce flux d'immigration politique ou économique. Pourtant, ce constat mérite d'être nuancé car des éléments relevant de ces deux ordres ne sont pas absents des motivations de départ. C'est en particulier le cas de difficultés financières ou d'insatisfactions liées au mode de fonctionnement d'un système considéré comme injuste.

### *Une vie dans l'impasse en Chine ?*

Ni la richesse, ni le prestige n'ont donc été des éléments retenus dans la décision de quitter la Chine. Au fil des entretiens, des choses plus personnelles s'échangent et mes interlocutrices me confient ne pas souhaiter retourner en Chine, du moins dans l'immédiat et dans les conditions actuelles. Elles estiment n'avoir plus rien à attendre de positif de leur vie au pays et expliquent, ainsi que l'affirme Ma, que "*quelles que soient les difficultés rencontrées en France*<sup>(18)</sup>, *c'est toujours plus facile qu'en Chine !*".

Ce constat, très fort, ne peut que nous interroger. En effet, ces témoignages ne se limitent pas à l'aspect migratoire, mais fournissent des informations sur leurs conditions de vie en Chine. Manifestement, ces migrants ne partagent pas l'enthousiasme lié au miracle économique chinois et aux opportunités qui devraient s'en dégager. À travers les raisons invoquées pour le départ, nous pouvons comprendre la façon dont une partie de la population chinoise a vécu ces années de transition.

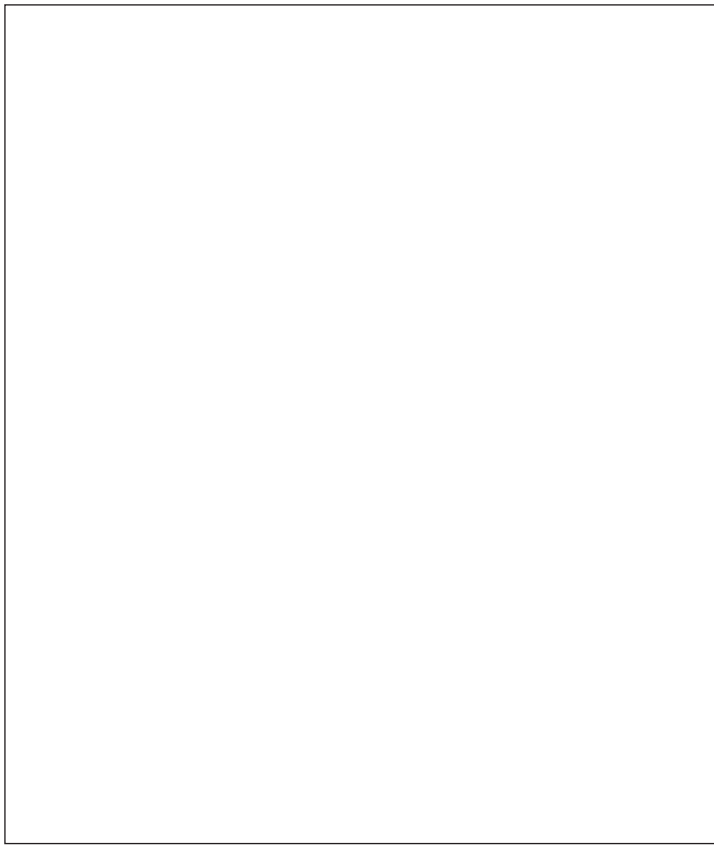
Les difficultés se situent pour elles à plusieurs niveaux. En premier lieu sont évoqués de manière récurrente des problèmes personnels, conjugaux, familiaux ou liés à la pression sociale, puis des obstacles sur le plan professionnel. S'y ajoutent des préoccupations financières concernant la famille, liées au coût de la vie, de l'éducation des enfants, des retraites ou de la santé. Plus rarement sont évoquées la recherche d'un épanouissement personnel ou tout simplement la curiosité, l'envie de "*voir le monde*". Il se dégage de ces récits de vie certaines constantes qui sont d'autant plus frappantes qu'elles ne se retrouvent pas dans les interviews des migrants de Chine du Sud.

Mes interlocutrices sont, dans leur grande majorité, confrontées à des difficultés d'ordre familial et surtout conjugal<sup>(19)</sup>. La crise de leur couple a souvent débouché sur une rupture. Séparations et divorces sont vécus comme des épreuves et s'accompagnent souvent d'un sentiment de déconsidération<sup>(20)</sup>. Ils marquent un tournant de vie et posent la question de l'après-rupture. La coïncidence dans le temps entre l'éclatement du couple et la décision de partir laisse penser que cet

18)- Cattelain Chloé (dir.), *op. cit.*, p. 45.

19)- Sur les dix-sept femmes interviewées, seules trois ne sont pas divorcées : deux n'étant pas encore mariées au moment du départ, la troisième étant actuellement en instance de divorce. Sur ce point, la différence entre migrants hommes et femmes est frappante. Les premiers sont beaucoup moins touchés par les difficultés conjugales et c'est, au contraire, pour assumer leur responsabilité de chef de famille qu'ils sont partis. L'essentiel de leur salaire est d'ailleurs envoyé à leur épouse restée au pays.

20)- Cela est vécu comme une perte d'honneur, de "face", notion fondamentale dans la société chinoise qui met en jeu tant l'image de soi que le statut au regard des autres.



**Comparés aux Chinois du Nord, les Chinois du Sud payent plus du double pour un voyage clandestin bien plus périlleux.**

événement a pesé de manière décisive dans le choix de migrer ou qu'il est même un facteur déclenchant dans un projet auparavant latent de départ. Nous verrons que c'est une accumulation de difficultés sur fond de crise familiale qui pousse à l'expatriation.

### *Des situations personnelles délicates*

Beaucoup de femmes estiment en effet ne pas avoir eu d'autres alternatives que le départ : la crise de leur couple, d'origine complexe, les aurait en quelque sorte précipitées à l'étranger. Partir leur apparaît alors comme une solution aux multiples problèmes soulevés par la séparation et permet de gérer la phase de l'après-divorce ainsi que la difficile question de "face"<sup>(21)</sup>. *"Je n'étais plus heureuse, je voulais changer ! Après le divorce, je voulais sortir, aller en France pour vivre une autre vie. Recommencer à nouveau"*, raconte Li. C'est plus une préoccupation financière qui domine pour Ma, qui se retrouve seule avec deux enfants à charge. *"Alors j'ai réfléchi, car en Chine élever un enfant à deux, c'est déjà difficile, alors si je divorçais d'avec lui..."* Pour Zhou, partir est une question de sauvegarde. Femme battue et humiliée publiquement, elle ne peut pourtant obtenir rapidement un divorce auquel s'oppose son mari ; de l'étranger, hors d'atteinte, elle tente de faire pression sur lui et

21)- C'est clairement une question de "face" qui revient dans l'attitude de déni de Wang qui cache le divorce même à son fils, ou de Huang qui, quatre ans après son divorce, a *"encore du mal à en parler"*. Cattelain Chloé (dir.), *op. cit.*, p. 45.

sa belle-famille. L'expatriation n'est donc pas toujours une question de choix et beaucoup de ces femmes considèrent que leur conjoint en est directement responsable. *"Je ne serais pas dans cette situation [à l'étranger], si mon mari ne m'avait pas trompée"*, déclare Wang. Cette chronologie peut également être inversée comme dans le cas de Huang : la décision de migrer précède la demande de divorce qui sera prononcé juste un mois avant le départ. Zhang opte également pour cette solution, pour mettre un terme à six ans d'une relation devenue inextricable, étant donné l'ingérence, dans la relation de couple, des deux familles par ailleurs socialement incompatibles, l'une faisant partie de la bonne société de Yantai tandis que l'autre est originaire de la campagne.

Bien que le tableau économique et social dressé plus haut présente des signes de réussite, les migrantes du Nord y apportent, au fil des entretiens, de sérieux bémols. Il semble que, pour cette génération de femmes de 30 à 45 ans, "réussir" sur le plan professionnel ne soit pas chose aisée. Insécurité et incertitude sous-tendent les diverses difficultés et expliquent les craintes pour un avenir en Chine, appréhensions qui ont pesé sur la décision de partir. Certains obstacles relèvent de l'organisation de l'activité économique et professionnelle en Chine<sup>(22)</sup> ; d'autres sont propres à leur génération ou sont liés au contexte de transition économique.

Liquidations d'entreprises, instabilité de l'emploi et fort taux de chômage (dont les femmes sont les premières victimes) sont le corollaire du processus de transformation économique. Certaines migrantes ont déjà vécu la fermeture de leur usine ou l'effondrement de leur commerce. Si elles ont été jusqu'à présent capables de rebondir, elles n'ont aucune certitude de pouvoir continuer à le faire et sont conscientes de ne pas avoir la maîtrise de tous les éléments en jeu. C'est ce qu'exprime Chen : *"Il y a plein de chose que tu ne contrôles pas, que tu ne peux pas faire arriver. J'ai un sentiment d'insécurité. Je ne sais pas ce qui pourra arriver dans l'avenir. J'ai peur d'être pauvre, bien qu'actuellement j'aie de l'argent, mais je ne sais pas combien de temps je pourrai utiliser cet argent."*

### *Difficultés professionnelles et économiques*

Selon elles, le milieu professionnel est le théâtre d'une grande insécurité qui touche tant les salariés que les entrepreneurs privés. Au-delà du contexte de restructuration et de concurrence, cela est dû au mode de fonctionnement du système économique. Organisé autour des relations interpersonnelles, les *guanxi*<sup>(23)</sup>, il génère par nature de l'arbitraire et des pratiques clientélistes et népotiques. Ce système suscite beaucoup d'insatisfactions. Certaines femmes considèrent que, dans l'entreprise, ces relations interpersonnelles – et, très clairement, la capacité de plaire aux dirigeants – priment sur les compétences et diplômes. Les témoignages

22)- Pina-Guerassimoff Carine, Guerassimoff Éric, Wang Nora, *La circulation des nouveaux migrants économiques chinois en France et en Europe*. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DRESS/MIRE, Paris, 2002, 130 p.

23)- Les *guanxi* qui s'apparentent par bien des aspects au réseau relationnel, au capital social et à l'économie du don, sont essentielles en Chine pour assurer le succès de toutes sortes d'entreprises dans virtuellement toutes les sphères de la vie sociale (obtenir un logement, un emploi, une promotion, un contrat, une protection, un passe-droit, etc.). Elles auraient deux fonctions, soutenir et protéger, et seraient indispensables pour sécuriser toute situation et "réussir". Gold T., Guthrie D., Wank D., *Social Connections in China : Institutions, Culture, and the Changing Nature of Guanxi*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002, 276 p.



sont abondants : marginalisation du docteur Yang à la suite d'un revirement d'alliances ; collègue issue d'une université renommée mais reléguée à des tâches ingrates car démunie de soutiens ; blocage de l'évolution professionnelle ; obligation de faire régulièrement des cadeaux et des invitations aux supérieurs hiérarchiques afin de conserver un poste.

Or ces femmes sont, par leur divorce et leur âge, en position de faiblesse dans le "jeu" des *guanxi*. Zhang estime n'avoir aucune chance de conserver son poste, obtenu grâce aux relations de son conjoint, après leur rupture. Wang voit son ascension professionnelle stoppée par le départ à la retraite de personnes qu'elle sollicitait dans son travail et se retrouve à un tournant de carrière : soit corrompre leurs successeurs auprès de qui elle n'a aucun soutien, soit cesser son activité. Dans ces conditions, elles estiment plus facile, à la suite d'un échec, de recommencer professionnellement à l'étranger plutôt que dans une autre ville chinoise où elles seraient sans appui.

Utiliser pleinement l'éventail de leurs capacités professionnelles et mettre en œuvre de nouvelles aptitudes sont également des éléments évoqués pour le départ. "Parce qu'en Chine, bien que j'aie une maison et une voiture, j'ai toujours trouvé qu'il y avait des capacités que je n'ai jamais utilisées", explique Chen. Or, être jugée à l'aune de leur capacité individuelle et en obtenir une reconnaissance est fondamental pour cette génération de femmes qui considèrent que leur réussite professionnelle et leur indépendance financière témoignent de leur qualité. Ainsi Wang : "L'argent que je gagne vient prouver ma valeur."

De plus, l'initiative privée serait découragée en Chine par un climat d'insécurité dû à un système n'offrant pas de garantie aux investissements. Le destin des entreprises dépendrait d'une administration toute puissante et capricieuse. "Tu ouvres une boutique, tu gagnes plein d'argent, mais c'est possible qu'en un jour le gouvernement dise qu'il faut démolir. Et tu n'as plus de boutique, tu n'as plus argent", raconte Chen. Le restaurant florissant de Luo a été ainsi fermé sur une subite requête du bureau des pompiers. C'est donc vers l'étranger qu'elles se tournent pour trouver un environnement stable leur permettant de mettre en œuvre des talents qu'elles considèrent sous-exploités en Chine. "Aux États-Unis, il suffit que tu aies des capacités, il suffit que tu te battes et tu obtiens [ce que tu veux]. Ce n'est pas comme en Chine."

L'âge est un autre facteur d'inquiétude pour cette génération<sup>(24)</sup> de femmes qui redoutent de voir diminuer leurs chances de "réussite". C'est surtout sur le marché de l'emploi que la concurrence est la plus dure. Les entreprises "ne cherchent que des gens entre 18 et 30 ans",

Être jugée à l'aune de leur capacité individuelle et en obtenir une reconnaissance est fondamental pour cette génération de femmes.

24)- Cattelain Chloé (dir.), *op. cit.*, p. 45.

Selon les migrants,  
la croissance économique  
du pays n'est pas  
répercutée sur l'ensemble  
des habitants.  
L'insécurité financière  
est l'une des causes  
du départ.



© D.R.

témoigne Ma. Au-delà, il est difficile de rivaliser face aux jeunes, plus diplômés et réceptifs tant aux nouvelles technologies qu'aux méthodes de travail. On parle également de "génération sacrifiée", mal préparée par une éducation au contenu essentiellement idéologique pendant la Révolution culturelle, qui se retrouve maintenant confrontée à des exigences de rentabilité imposée par une logique de marché, fondamentalement différente. Trouver un nouvel emploi de salarié semble donc relever de la gageure. Cela explique sans doute en partie le fort taux d'entrepreneuriat dans mon échantillon. Réunir un capital pour créer son entreprise est aussi pour certains, comme M. Jiang, à l'origine du choix d'expatriation.

### *Des raisons purement financières*

Des préoccupations purement financières sont aussi à l'origine du départ. Dans le contexte actuel d'instabilité, il importe d'avoir les moyens de faire face à toutes sortes d'imprévus. Pouvoir assumer les

coûts croissants de santé (dans un système qui se privatise), une période sans emploi, s'assurer une retraite acceptable (alors que l'inflation érode celle de l'État) font partie des inquiétudes récurrentes. *“Car, en Chine, il n’y a pas de système social. Si tu travailles, tu as ton salaire ; si tu ne travailles pas, tu n’as pas d’indemnités de chômage. Il n’y a pas d’allocations familiales, les enfants n’ont pas de subvention, les frais de scolarisation sont très chers. Et si jamais tu tombes malade, alors un jour d’hôpital vaut un mois de salaire ou plus !”*, déplore Ma. Épargner est donc capital.

Or, le système chinois de redistribution des richesses reste insatisfaisant d’après les migrants. Selon eux, la croissance économique du pays ne se serait pas répercutée sur l’ensemble des habitants. Les revenus de salariés sont trop bas et ne permettent pas de constituer l’épargne nécessaire. *“Parce qu’en Chine l’économie s’est beaucoup développée, mais, du point de vue des familles, le niveau de vie ne s’est pas élevé de beaucoup. Par exemple, le salaire mensuel d’un travailleur est de 1 000 yuans (100 euros), ses frais de vie sont de 7 à 800 yuans (70 à 80 euros), donc il ne peut économiser que 200 yuans (20 euros) par mois. Donc en dix ans, tu peux gagner combien ? (...) Si jamais tu tombes malade, alors tu n’as plus les moyens”*, explique Ma. On peut supposer qu’entre aussi en jeu le phénomène de “privation relative”<sup>(25)</sup> : dans un pays en forte croissance, une importante élévation du niveau de vie est considérée comme “la norme” et les personnes jouissant d’une croissance plus modérée peuvent se sentir, par comparaison, insatisfaites. Intervient également l’important différentiel de salaires, désormais connu, entre la Chine et l’Occident, dont l’attractivité est d’autant plus grande qu’elle est gonflée par un taux de change extrêmement favorable. *“En un an en France, tu gagnes l’équivalent de dix ans de salaire en Chine”*, constate monsieur Wen, le seul représentant masculin interviewé ici. Cet argument est repris tant par les gens du Nord que par les Wenzhou. Wang pensait ainsi pouvoir se constituer en cinq ans une retraite décente avant de retourner en Chine. L’objectif économique – se constituer rapidement une cagnotte – n’est donc pas absent des motivations de départ.

Les témoignages insistent sur les charges pesant sur cette génération prise “en étau” entre les attentes des enfants et celles des parents. Elle doit assurer un bon niveau de vie familial, prévoir l’avenir des enfants mais aussi entretenir parents et beaux-parents. Il est traditionnellement bien vu de prendre soin de ses parents à leurs vieux jours. Cette pratique est d’autant plus réactivée que, depuis l’ouverture, les retraites se révèlent très insuffisantes, érodées par l’inflation et l’augmentation du coût de la vie. De fait, le salaire de M. Jiang doit faire vivre à lui seul sept personnes. Or le niveau moyen des salaires ne permet pas de faire face à ces dépenses, et l’émigration apparaît alors comme une alternative.

25)- De Robin Williams, cité par Li Minghuan, “Pour que nos rêves deviennent réalité. Les nouveaux immigrés chinois aux Pays-Bas”. *Migrations et société*, n° 89, Paris, 2003.

## Le coût de l'éducation

26)- Nguyen Tri C.,  
"L'éducation en république  
populaire de Chine  
entre contrôle étatique et  
économie de marché",  
*Autrepart*, n° 17, Paris, 2001.  
Cattelain Chloé (dir.),  
*op. cit.*, p. 45.

Mais ce sont surtout les enfants et, en particulier, les frais de scolarité qui grèvent lourdement le budget des familles. L'école autrefois gratuite est entrée dans une logique marchande et les prix augmentent<sup>(26)</sup>. Si les sommes restent raisonnables pour le secondaire, à partir de l'université, les montants s'envolent. Une année universitaire coûte en moyenne 10 000 yuans (1 000 euros). "*Les frais universitaires de bonnes universités sont très lourds. La plupart des familles ne peuvent les supporter. Les gens doivent faire des économies pour que leurs enfants aillent à l'université*", raconte Ma. Inscrire son enfant dans une bonne école se paye bien plus cher. Dans une université réputée de Shenzhen, "*une année universitaire coûte 20 000 yuans (2 000 euros), alors que le salaire annuel d'un travailleur normal est de 10 000 yuans (1 000 euros), sans manger, sans boire ! Alors comment on trouve cet argent ? Il faut économiser !*", constate-t-elle.

Or, si faire des études supérieures est considéré comme indispensable pour "s'en sortir", encore faut-il être diplômé d'une université renommée (autrement dit coûteuse), condition nécessaire mais pas suffisante. Ma poursuit : "*En Chine, les enfants qui ont des diplômes, c'est pas sûr qu'ils puissent trouver un bon travail. En Chine, les étudiants sont très nombreux...*" Suivre des études à l'étranger devient alors un atout non négligeable pour affronter un marché du travail très concurrentiel. Et c'est donc également pour "*paver la voie*" à leur enfant, selon l'expression de Wang, et lui permettre de faire des études en Europe que certaines migrantes sont parties.

Des motivations plus individualistes de recherche d'un épanouissement personnel (aspirations nouvelles et sans doute liées à l'ouverture), voir idéalistes existent aussi. Il n'est pas rare de rencontrer des migrantes évoquant un souhait de longue date d'aller à l'étranger, de "*voir le monde*". Cette curiosité teintée de romantisme s'accompagne parfois d'un sentiment d'inadéquation avec l'environnement chinois. Wang, insatisfaite de son entourage, choisit l'isolement : "*Pour eux (amis et collègues), je suis une énigme.*" Chen précise : "*Je suis depuis longtemps insatisfaite [...] Ce n'est pas une insatisfaction vis-à-vis du pays, mais des gens dans mon entourage*", et de conclure : "*J'ai toujours pensé que l'environnement à l'étranger me correspondait mieux.*"<sup>(27)</sup>

27)- Voir, au sujet  
des motivations utopiques,  
Davidson, in Kuah-Pearce  
Khun Eng (dir.),  
*Chinese women and their  
cultural and network  
capitals*, Marshall  
Cavendis Academic,  
Singapore, 2004. 271 p.

On le voit, l'immigration des femmes du Nord, est complexe. L'explication classique par des motifs purement économiques ou politiques apparaît trop réductrice. Elle ne permet pas d'articuler contexte global et situation individuelle ni de prendre en compte la dimension personnelle, voire intime des motivations.

Partir, *chuguo*, n'est pas un choix facile. C'est, pour les migrantes du Nord, une stratégie individuelle, souvent de rupture, mûrement réfléchie, qui s'appuie sur de nombreux éléments. Aucun élément ne

semble être seul à l'origine du départ, mais c'est plutôt leur accumulation qui pousse les migrantes à prendre cette décision. Un fort sentiment d'insécurité semble caractériser les différents aspects de la vie de ces femmes ; il se retrouve tant au niveau professionnel et économique qu'au niveau personnel et social. C'est un élément capital qui participe, sous ses formes diverses, à une décision latente qui sera soudainement déclenchée par un événement particulier, souvent un problème personnel. L'expatriation est, alors, chargée de nombreuses espérances plus ou moins réalistes. Elle est, pour ces femmes, synonyme d'un nouveau départ, voire d'une nouvelle vie. ◀

## Bibliographie

Cattelain Chloé (dir.), *Les modalités d'entrée des ressortissants chinois en France*. Direction de la population et des migrations, ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Paris, 2002, 183 p.

Gao Yun, Poisson Véronique, *Rapport final de l'enquête de terrain sur le travail forcé et le trafic humain en France : la situation des Chinois clandestins*, Genève, Organisation internationale du travail, 2004.

Gold T., Guthrie D., Wank D., *Social Connections in China : Institutions, Culture, and the Changing Nature of Guanxi*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002, 276 p.

Kernen A., Rocca J.-L., "Traitement social du chômage et nouvelle pauvreté : le cas de Shenyang et du Liaoning", *Perspectives chinoises*, n° 56, Hong Kong, 1999.

Kuah-Pearce Khun Eng (dir.), *Chinese women and their cultural and network capitals*, Marshall Cavendish Academic, Singapore, 2004. 271 p.

Li Minghuan, "Pour que nos rêves deviennent réalité. Les nouveaux immigrés chinois aux Pays-Bas". *Migrations et société*, n° 89, Paris, 2003.

Ma Mung Emmanuel, "Les mutations des migrations chinoises", *VEI-Enjeux*, n° 131, Paris, 2002.

Nguyen Tri C., "L'éducation en république populaire de Chine entre contrôle étatique et économie de marché", *Autrepart*, n° 17, Paris, 2001.

Ofpra, *Rapport annuel d'activité 2002 et 2003*.

Pina-Guerassimoff Carine, Guerassimoff Eric, Wang Nora, *La circulation des nouveaux migrants économiques chinois en France et en Europe*, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DRESS/MIRE, Paris, 2002, 130 p.

Pina-Guerassimoff Carine, Guerassimoff Éric, "La France, carrefour européen de la nouvelle migration chinoise", *Migrations et société*, Paris, n° 89, 2003.

Poisson Véronique, *Franchir les frontières : le cas des Chinois du Zhejiang en diaspora*. Thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2004, 502 p.

Qiu Zeqi, Zheng Yongnian, "Xia-Gang and its social implications of reducing labour redundancy in China's SOEs", in Wang Gung Wu. *China's Political Economy*. Singapore University Press, Singapore, 1998.

Rocca J.L., "La montée du chômage dans la Chine urbaine", *Perspectives chinoises*, n° 59, Hong Kong, 2000.